

Gironde : un contrôle technique strict sur les gros défauts

[A La UneLibourne](#)

Publié le par **Yvan Plantey**.



Patrick Bourgeois : « Si vous entretenez bien votre véhicule, il n'y a pas de problèmes. »
photo y. P.

À partir du 22 mai, les contrôles techniques se durcissent et coûteront plus cher. Sur les points critiques, les automobilistes auront la journée pour réparer leur véhicule.

Hausse du prix et du temps de contrôle, une attention particulière sur certains défauts couplée à des délais de contre-visite raccourcis... Les griefs sont nombreux contre [cette réforme du contrôle technique](#) qui devrait être mise en application à partir du 22 mai dans toute la France, en application d'une réglementation européenne de 2014.

Patrick Bourgeois, gérant du centre de contrôle Auto sécurité, avenue Georges-Pompidou à Libourne, dénonce « **trop de complaisance des contrôleurs** envers les usagers depuis des années.

Les nouveaux points de contrôle n'amènent pas d'énormes changements, ça a été mal interprété de la part des usagers. Pour ce qui est de l'augmentation du prix, chez nous il ne bougera pas ».

Un point majeur cristallise le débat sur le sujet. L'apposition d'une vignette qui oblige à une contre-visite dans la journée, et non dans les vingt-quatre heures, en cas de défaillance technique critique.

Analyse des risques majeurs

Ces défaillances critiques, 129 au total, regroupent des dangers pour la circulation des usagers.

« Par exemple on retrouve l'absence des deux rétroviseurs, une fuite du liquide de freins, un écoulement permanent de l'huile, les pneus lisses ou encore le risque imminent de perdre le pot d'échappement. Donc, si vous entretenez bien votre véhicule, il n'y a pas de problèmes », annonce Patrick Bourgeois.

D'autant que les usagers devront se débrouiller pour faire réparer leur véhicule car « les centres techniques sont indépendants des garages. **Ils ne peuvent ni réparer ni vous orienter vers un garage** », relève Joël Marionnaud, Libournais et formateur de contrôleurs pour la société Autobilan systems.

Même son de cloche du côté de [l'association 40 millions d'automobilistes](#). Pierre Chasseray, délégué général de l'association, admet qu'il « est difficile d'être contre cette réforme. Bien sûr qu'il faut empêcher une personne de rouler avec les pneus lisses. »

Néanmoins, Pierre Chasseray alerte non pas sur le contrôle « malgré certains points excessifs comme envoyer en contre-visite les véhicules dont les voyants s'allument. Mais on a l'impression que l'on considère les automobilistes comme des vaches à lait. Regardez la limitation à 80 km/h, la privatisation des radars ou la hausse du carburant ».

Prochaine étape en 2019

Si l'augmentation actuelle du prix dans les centres avoisine les 5 à 10 euros, elle pourrait être revue à la hausse d'ici janvier 2019.

La raison, toujours d'après Joël Marionnaud, « c'est que l'année prochaine, il va y avoir un contrôle d'opacité des gaz d'échappement des véhicules diesel. »

Ainsi, pour contrôler cela, « les centres devront mettre à jour leur matériel ou le remplacer. Même si certains l'ont fait en juillet dernier, les autres centres devront payer cher et donc le prix du contrôle pourrait augmenter », poursuit-il. Un matériel pouvant coûter jusqu'à 3 500 euros. Puis en 2022, ce seront les gaz toxiques et les particules fines qui seront passés au peigne fin.

Des mesures qui devraient encore créer bien des débats.